Parti Révolutionnaire
www.sitecommunistes.org
Communistes

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : http://www.sitecommunistes.org
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org
https://x.com/PRCommunistes

09/07/2026

En Bolivie, Paz instaure l'état d'exception, durcit la répression, arrête les dirigeants des organisations syndicales en lutte.

Le 4 juillet la police a arrêté Vicente Salazar, le dirigeant de la Fédération Paysanne Tupac Katari, à la suite d'une plainte déposée par le gouvernement de Paz contre les organisateurs des barrages routiers. La plainte contre Vicente Salazar porte sur « *des infractions présumées d'incitation publique à commettre un délit, d'association de malfaiteurs* » et de *« terrorisme »*.

Pendant plus de 7 semaines en mai et juin des syndicats, essentiellement la *COB* (Centrale Ouvrière Bolivienne) ainsi que des syndicats autochtones comme la *Fédération Paysanne Tupac Katari*,la *Confédération nationale des femmes paysannes autochtones originaires de Bolivie « Bartolina Sisa »*,*l'organisation auto convoquée*ont multiplié des blocages routiers, des grèves pour exiger la démission du président Rodrigo Paz, la hausse des salaires, le refus des privatisations, la défense des services publics et le contrôle populaire des ressources naturelles1[1].

Paz n'a pas hésité à militariser la répression et à intégrer des groupes paramilitaires tels que l'Union Juvenil cruceñistcia (inspiré des phalanges franquistes) et la Résistancia juvenil Cochala qui ont opéré au côté de la police et ont tiré à balles réelles.

Ces manifestations ont donné lieu à de violents affrontements entre des manifestantset la police antiémeute, entraînant plus de 700 arrestations, 37 blessés et au moins 17 manifestants tués.

La COB est partagée entre l'avis du secrétaire général, Mario Argollo, appelant à la démission de Paz et plusieurs antennes départementales de la COB favorable à engager des négociations avec le gouvernement.

Les négociations entamées le 18 juin se sont conclues par la signature d'un accord : le gouvernement s'engageait à ne pas privatiser les entreprises publiques, à consulter les organisations sociales pour l'élaboration des lois structurelles et contrôler l'indice des prix face à: récession économique, à l'envolée des prix. La COB a présenté un plan en 8 points, l'accord, a précisé Mario Argollo laissait au gouvernement 90 jours afin d'avancer sur plusieurs revendications syndicales.

L'ensemble des organisations mobilisées n'ont pas accepté de négocier avec le gouvernement de Paz. Les fédérations autochtones ont rappelé leurs propres revendications: lutter contre la privatisation de l'électricité, de l'eau, des télécommunications, des ressources naturelles, de la santé et de l'éducation.

Le soulèvement va bien au-delà de la démission de Paz, c'est un soulèvement contre l'État colonial, pour la restitution au peuple des terres accaparées par l'agrobusiness.

C'est également un refus de la soumission aux États-Unis. Paz est un vassal des USA, alors que la Bolivie était jusqu'ici hostile à l'impérialisme étasunien. Depuis son élection, Paz est allé se soumettre au gouvernement d'extrême droite à Washington et a organisé un rapprochement avec Israël. Paz s'inscrit dans la continuité des plans d'ingérences de Trump sur le continent sud-américain, visant à faire de l'Amérique du sud son arrière-cour.

Le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, a dénoncé les manifestations comme étant des «tentatives de renversement du gouvernement légitime» et a adressé un avertissement sans équivoque à ceux qui, selon lui, «tirent profit de la mort et de la destruction dans notre hémisphère».

Après avoir signé le protocole d'accord avec la COB, Paz a promulgué le Décret Suprême 1740 instaurant l'état d'exception permettant le déploiement de l'armée contre les manifestations et les blocages, et garantit une protection juridique en faveur des militaires, leur octroyant une «présomption de légalité» en cas de tirs. Toutes

les organisations n'ayant pas signé l'accord seront « soumises aux rigueurs de la loi », l'état d'exception criminalise les militants luttant contre le gouvernement de Paz et sont menacés d'être soumis à la même plainte que celle qui frappe Vicente Salazar. Même Mario Argollo ayant demandé la libération immédiate de Vicente Salazar, est menacé.

La solidarité du Parti Révolutionnaire Communistes avec les travailleurs, les organisations syndicales, le peuple luttant contre la politique du capital est sans réserve. Nous exigeons la libération immédiate de Vicente Salazar et de tous les détenus arrêtés à cause de leur lutte contre le système capitaliste et qui remet au premier plan la lutte contre les impérialismes.